

University at Buffalo School of Law

Digital Commons @ University at Buffalo School of Law

Journal Articles

Faculty Scholarship

2003

Le 'noble mensonge' de l'Amérique après le 11 septembre [written as Constituting a Nation, Making a Home, After September 11th]

David A. Westbrook

University at Buffalo School of Law

Follow this and additional works at: https://digitalcommons.law.buffalo.edu/journal_articles



Part of the [Law and Society Commons](#)

Recommended Citation

David A. Westbrook, *Le 'noble mensonge' de l'Amérique après le 11 septembre [written as Constituting a Nation, Making a Home, After September 11th]*, 2003 *La Revue Nouvelle* 89 (2003).

Available at: https://digitalcommons.law.buffalo.edu/journal_articles/599



© IN
COPYRIGHT

This Article is brought to you for free and open access by the Faculty Scholarship at Digital Commons @ University at Buffalo School of Law. It has been accepted for inclusion in Journal Articles by an authorized administrator of Digital Commons @ University at Buffalo School of Law. For more information, please contact lawscholar@buffalo.edu.

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE, L'AMÉRIQUE

S'il est un thème à la mode, c'est bien celui de la « différence de mentalité », ou même de « civilisation », qui existerait, voire n'arrêterait pas de se creuser chaque jour, entre les deux rives de l'Atlantique. Les lecteurs de La Revue nouvelle, grâce à celle-ci notamment, n'auront pas manqué d'y être attentifs. Le sujet est passionnant, et il passionne d'ailleurs, chacun y allant de sa construction intellectuelle et, aussi, de son expérience. Pas un diner où l'on ne s'offusque de l'« imbécilité » dangereuse de ce pauvre monsieur Bush ou de l'insupportable « unilatéralisme » de sa politique. L'Europe, qui n'arrête pas de se chercher, a ses certitudes, et s'il en est une communément partagée, c'est bien la conscience de la supériorité de sa « civilisation » et de son modèle social, supposément fondé sur la paix, la solidarité et le respect de chacun, face à la sauvagerie égoïste et belliciste qu'entreprendrait la société capitaliste nord-américaine, tout entièrement vouée à la maximalisation du profit.

Pour intéressant, et souvent caricatural, qu'il soit, le débat en est-il bien un? Tout se passe en effet comme si les Européens discutaient entre eux de ce que sont les Américains, et inversement. Et ce faisant, peu se rendent compte qu'en réalité le débat européen sur les États-Unis, de même que le débat américain sur l'Europe, sont d'abord destinés aux opinions publiques... « nationales », allais-je écrire. C'est (une partie de) la droite américaine qui, accentuant nos erreurs historiques et nos faiblesses, fait main basse sur un électorat hésitant en le poussant à considérer à priori comme « irrelevante » toute critique venant du continent autrefois ascendant mais désormais prétendument englué dans les fourberies du discours égalitaire et athée importé par les démocrates. Et c'est (une partie de) la gauche européenne qui, diabolisant le capitalisme de marché et entretenant des mythes égalitaristes, effarouche l'opinion en accentuant jusqu'à l'artifice des différences de civilisation et flatte son imaginaire supériorité culturelle.

Rien de cela n'est débat digne de ce nom. Ne vaudrait-il pas mieux en effet écouter ce que les Américains disent d'eux-mêmes? Ce n'est pas qu'il faille rapporter ici, exemples à l'appui, les discours critiques de l'Amérique sur elle-même. Ils sont nombreux et riches, quoi qu'en pensent les moins bien informés d'ici. L'exercice aurait un côté facile et, de ce fait, déplaisant, par la manière d'autosatisfaction qu'il entretiendrait, prenant à l'appui de thèses bien connues ici les propos des « dissidents » de là-bas. Non: écouter ce que dit l'Amérique d'elle-même, ce n'est pas prioritairement donner la parole à ceux qui, là-bas, dénoncent comme nous les mêmes maux américains — c'est plutôt écouter ceux d'en face qui, laborieusement, essaient de comprendre qui ils sont, sans souci de se comparer ou de se justifier. Et pour cela, rapportent le plus honnêtement possible la fable qui, collectivement, les fait exister.

C'est cette fable que raconte David A. Westbrook dans le texte qui suit. Il n'y a pas là un argument ou une démonstration. Il y a, au sens propre du terme, un essai. Le lecteur dénoncera sans doute ses raccourcis et ses non-dits, s'offusquera de l'une ou l'autre simplification. Certes. Cet essai n'a rien de définitif et ne prétend pas convaincre. Son objet, et l'intérêt de sa publication en français, est simplement de donner à voir, et, par là, de tenter de dépasser les brouhahas des « débats » en cours. Le lecteur ne serait en effet pas bon lecteur s'il ne prenait le temps de laisser murir la fable qui lui est contée, essayant, sans d'abord vouloir juger, d'en saisir toute la mesure. Et il ne serait pas bon critique s'il ne s'interrogeait à son tour, et sur le même mode, sur ce qui nous fait être distinctement Européens.

Pierre d'Argent

« *Le noble mensonge* » *de l'Amérique*

J'ai récemment accepté une invitation à prendre la parole lors d'un symposium sur la Constitution américaine après le 11 septembre, réunion consacrée en partie au souvenir et à la réflexion, loin de l'agitation habituelle. Il est difficile de rendre compte du 11 septembre de façon adéquate. Le risque de mauvais gout est grand. Comme Léon Wieseltier l'indiquait récemment: « Si la mort peut être utilement oubliée, elle ne peut être utilement mal remémorée. Un deuil superficiel est une chose hideuse. » Hideuse mais pas rare, comme on l'a vu amplement ces derniers mois, spécialement dans les classes bavardes. En public, nous avons une grande difficulté à ne pas minimiser les choses. Nous devrions en avoir honte. Heureusement, les céré-

monies de commémoration du premier anniversaire furent empreintes de dignité et elles sont déjà derrière nous. La honte causée par notre frivolité s'estompe.

En interrogeant la Constitution américaine, les organisateurs du symposium nous évitaient d'avoir à répondre directement sur le 11 septembre. Nous pouvions parler autour du sujet et nous demander ce que les attaques du 11 septembre signifiaient pour la politique américaine, joli sujet, familier et inoffensif, pour des professeurs de droit. Il y a plusieurs approches du problème. Tout d'abord, nous pouvons nous interroger sur les attaquants, discours souvent réduit à une question : « Pourquoi nous haïssent-ils ? »

On voit tout de suite que ce « ils » est déjà une simplification. Comprendre une autre culture est difficile et, en général, nous ne sommes pas assez rigoureux pour entamer une comparaison sérieuse.

Une autre manière courante, pour les juristes américains, de parler des conséquences politiques d'une attaque contre les États-Unis est de parler des possibles menaces sur les libertés civiles. Les gouvernements agressés tendent tout naturellement à se défendre, eux et leur peuple. Pour ce faire, ils étendent généralement leurs pouvoirs jusqu'à ce que les défenseurs des libertés civiles commencent à redouter que leur propre gouvernement présente plus de dangers que l'ennemi extérieur. Cette tension entre les capacités militaires de l'État et la résistance des défenseurs des libertés est perceptible tout au long de l'histoire américaine : l'*Alien and Sedition Act*, la suspension de l'*habeas corpus* par Lincoln, l'internement des Américains d'origine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, le rétablissement des structures de renseignements de la guerre froide pour lutter contre le terrorisme, etc. Je suis d'accord avec cette approche, en principe du moins et pour autant que le pouvoir du gouvernement ne devrait pas s'exercer sans que s'exerce aussi, pour le moins, le contrôle d'une instance critique.

LE « NOBLE MENSONGE » ET L'EXCEPTION AMÉRICAINE

Progressivement plus sceptique sur cette entreprise, j'ai approché la question de la signification du 11 septembre pour la Constitution des États-Unis d'une autre manière. Elle éclairera, je l'espère, nos efforts pour trouver un équilibre entre la liberté civile et la capacité militaire. Je désirais réfléchir sur la constitution des États-Unis dans le sens littéral de formation, de constitution d'une nation, pas sur le document lui-même mais sur le processus culturel, dans lequel le document joue évidemment un rôle important. Je parle du développement de la perception collective de la vie politique. J'ai particulièrement interrogé le « noble mensonge » de Platon : quel est le mythe qui permet à un groupe d'individus de se comprendre lui-même comme une entité, un régime, et donc justifie l'ordre légal, avec les inévitables désagréments qu'entraîne le maintien de cet ordre ? Dans *La République*, le noble mensonge était l'idée que les citoyens sont, de naissance et par nature, de différentes catégories et, par là, particulièrement destinés à leur fonction dans la république. Les États-Unis ont-ils un

« noble mensonge » et, si oui, quel est-il? Le 11 septembre nous conduit-il à repenser notre mensonge?

Je crois que le noble mensonge de l'Amérique est l'idée même d'Amérique. Les États-Unis, comme le savent tous les auditeurs de musique country, sont « *the greatest country on earth* ». Le discours officiel gouvernemental fait écho à ce sentiment par la poursuite et la réalisation de l'exception américaine, par la croyance que les États-Unis ne sont pas une nation comme les autres et qu'ils assument une mission particulière dans le monde. Les États-Unis sont une nation indispensable, dit la secrétaire d'État Madeleine Albright; et le discours contemporain, au niveau international, sur la politique étrangère est surtout une discussion sur la manière de traiter l'exception américaine. Cette dernière s'enracine dans des faits objectifs et dans la croyance. Comme de récents commentateurs l'ont relevé, la relative puissance du gouvernement des États-Unis est sans précédent, d'un ordre de grandeur différent de celui des autres gouvernements ou des institutions internationales, une situation bien exprimée par Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères de la France, une « hyperpuissance ». L'idée de l'exception américaine peut être quelque peu acceptable pour des scrupuleux en la référant à l'image biblique de John Winthrop¹ d'une « cité sur la colline ». Une image de justice que les professeurs de droit en particulier avancent pour se justifier eux-mêmes. Mais que peut bien signifier de dire que ce pays est « *the greatest on earth* »?

La question est rarement posée. Les tenants de l'exception américaine avancent cette notion comme une vérité qui s'impose, comme s'imposent les libertés inaliénables dont se trouvent dotés, par leur Créateur, tous les hommes, et maintenant toutes les femmes. Mais la nature de cette vérité est quelque peu obscure. Affirmer que l'Amérique est le plus grand pays sur terre n'est bien évidemment pas un jugement basé sur des constatations sociales ou historiques, un critère sur lequel une société pourrait être appelée « *great* ». L'exception américaine affirme encore moins avoir évalué les autres pays et avoir trouvé qu'ils ne correspondaient pas aux standards de la grandeur nationale. Au contraire, l'insistance sur l'exception américaine suggère un manque d'intérêt pour les autres pays: parce que les États-Unis sont « *the greatest country on earth* », nous accordons une attention insuffisante aux autres nations. Mais cela aussi est trop simple. La conscience de l'exception américaine ne peut être réduite à un superbe isolationnisme. L'internationalisme américain, le souci de soi-même et même la charité sont aussi anciens que notre conscience d'être une exception et les traditions, ici, s'entrelacent d'une manière complexe. Par exemple, face à l'Irak ou à l'ex-Yougoslavie, l'exception américaine est loin de l'isolationnisme. Ainsi sommes-nous conduits à nous interroger sur la nature de l'exception américaine. Plus simplement, à nous demander — et beaucoup de citoyens le font — ce que signifie « être la plus grande nation sur terre ».

¹ John Winthrop (1588-1649) avocat et ardent puritain, organisa en 1629 une association pour l'émigration en Nouvelle-Angleterre. Il fut le premier gouverneur du Massachusetts et y établit une théocratie puritaine.

LA LIBERTÉ COMME FONDEMENT DE LA POLITIQUE

Tout Américain connaît la réponse correcte, attendue, à la question: la liberté. Lorsque l'occasion se présente, la grande majorité des Américains approuvent les discours présidentiels aussi bien que la musique country, affirmant que les États-Unis sont la plus grande des nations, qu'elle est digne d'être aimée parce que les Américains sont libres. Malgré la banalité de l'affirmation, la question n'est pas simple. Lorsqu'elle enseignait l'ambiguïté de l'expérience allemande de l'après-guerre, ma mère demandait à ses étudiants ce qu'ils aimaient dans l'Amérique. Ils répondaient invariablement en termes de liberté politique. Liberté, mais pour quoi? Peu, s'il y en eut jamais, virent leurs droits écornés par l'État. En revanche, les étudiants allemands hésitaient beaucoup plus à parler de la nation allemande en termes d'amour et de liberté, en dépit du fait que l'Allemagne est leur patrie et a, du moins pour leur génération, une tradition bien ancrée de libertés civiles et même de droits sociaux. Mon argument est que l'Amérique est le pays de la liberté dans un sens vraiment littéral: nous comprenons la force caractéristique de notre système politique et même de notre culture comme étant, sans élaboration, celle de la liberté.

Je crois que les concepts de liberté et d'exception américaine sont intimement liés, mais d'une façon qui peut ne pas être évidente. Si nous revenons à l'image de la cité sur la colline, nous devons nous souvenir qu'il s'agissait d'une cité à fonder. La question était de bâtir une cité sur une colline, de construire une nouvelle nation dans le désert. La Constitution était une tentative « en vue de former une Union plus parfaite ». Alors, et depuis ce temps-là, les États-Unis se comprennent en termes de futur et, inversement, comme opposés à l'histoire. Je parle de l'expérience américaine, au sens de projet américain tourné vers le futur (*experiment*). Les États-Unis se sont toujours perçus comme quelque chose qui doit être jugé sur ses potentialités. Nous comprenons la politique au futur. C'est le cas lorsque nous, professeurs de droit, avançons un argument pour une politique qui, argüons-nous, est loi parce qu'elle aide à réaliser un pan de la promesse américaine. Au contraire, les autres nations se comprennent elles-mêmes, généralement, comme un accomplissement de l'histoire, et pas toujours de l'histoire politique. Où les Américains voient une promesse politique, les citoyens de beaucoup d'autres nations tendent à voir un héritage culturel. Lorsque les Américains parlent d'occasions, d'opportunités, d'autres parlent en termes d'obligations et de traditions. L'exception américaine est orientée vers le futur plutôt que vers le passé et vers la politique aux dépens de la culture.

Un point important de clarification: la revendication américaine de liberté individuelle n'est pas une revendication du quantum de liberté personnelle dont les individus jouissent *de facto*. Bien des Américains subissent des contraintes diverses. Les États-Unis étaient le pays de la liberté bien avant l'abrogation juridique de la ségrégation. Les États-Unis sont le pays de la liberté malgré le réel fardeau social que subissent de nos jours beaucoup de citoyens. La liberté américaine n'est pas purement un idéal politique, un

bien social à réaliser dès que possible. Elle n'est pas un idéal normatif, elle est un principe politique constitutif. Elle est un antécédent logique à la perception qu'ont les citoyens de leur système politique. Le public de Winthrop² devait être libre d'abord de quitter l'Angleterre, puis le navire, pour mettre le pied dans le nouveau pays et se mettre au travail. La Déclaration d'indépendance et la Constitution qui suivit présupposaient la liberté. Autrement, comment aurait-on réalisé le contrat social? Sans nier que beaucoup de gens ont été exclus de la participation au projet américain, on ne peut parler de ce projet sans simultanément affirmer qu'on était libre de s'embarquer dans l'aventure. L'affirmation du projet américain, la croyance que les Américains vont créer une Amérique meilleure dans le futur entraînent nécessairement un idéal de liberté, et l'affirmation que l'Amérique sera ce pays de liberté. Les Américains sont libres non par un fait accidentel mais par principe.

Il y a quelques problèmes à comprendre la politique en termes de futur et à comprendre la liberté politique qui s'ensuit. Comprendre le projet politique comme étant une liberté crée peu de contraintes pour les grands desseins de la nation. Dès qu'un peuple libre a bâti sa mentalité collective, dès que la destinée est manifeste, qui pourrait tenir un autre discours? Si l'avenir est de notre côté, les péchés sont sur le point d'être pardonnés, et peut-être sont-ils commis plus aisément parce que la fin — que ce soit la conquête et l'exploitation de l'Ouest, l'industrialisation du Nord ou la défaite du Sud — est le progrès et n'aurait pas pu être plus juste. Dans la même ligne, la politique étrangère des États-Unis, depuis la doctrine Monroe, revêt une caractéristique plutôt effrayante et présomptueuse: l'Amérique annonce ce qu'elle croit être son avenir et celui de ses voisins. Il faut rappeler que le marxisme a affiché la même prétention pour l'avenir et que, dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle, les États-Unis et l'Union Soviétique pouvaient se détruire entre eux au nom d'idées différentes sur ce que serait l'avenir.

DE LA RESPONSABILITÉ

Ce qui me conduit à un second problème concernant la compréhension de la politique en termes d'avenir et de liberté, à savoir l'étrange combinaison entre une attitude défensive et le volontarisme. Si nous comprenons notre régime politique comme étant notre propre création, si nous nous voyons comme menant une expérience unique dans l'histoire humaine, alors nous sommes profondément responsables. L'Amérique n'est pas terminée. Nous avons déjà tellement investi que nous devons aller de l'avant sans souffrir aucune opposition. La plus belle, et la plus effrayante, expression de ce mélange d'anxiété et de résolution sanglante se trouve dans le discours de Lincoln à Gettysburg: « Pour nous les vivants, il s'agit plutôt de nous consacrer à la grande tâche qui est devant nous. Que de ces morts honorés nous tirions une dévotion grandissante pour la cause pour laquelle, eux, se sont donnés jusqu'au sacrifice suprême. Que nous prenions la solennelle résolution que ces morts ne seront pas morts en vain. Que la nation vivra une nouvelle naissance de la liberté et que le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ne périra pas sur terre. »

Et ainsi Lincoln continua la guerre, une décision que, avec le recul historique, on ne peut sans doute qu'approuver : l'Union devait être préservée, l'esclavage devait être aboli et la guerre était la seule voie. Avec déjà tant de morts, Lincoln aurait-il pu faire autre chose que de continuer le combat ? De même, les États-Unis ont combattu durant plus de dix ans au Vietnam, en partie parce qu'ils ne pouvaient se retirer honorablement, c'est-à-dire sans déshonorer leurs engagements personnels et ceux de leurs morts.

Un exemple moins dramatique mais tout aussi parlant : un couple d'immigrants qui part pour le Nouveau Monde et fonde une famille doit s'efforcer de croire qu'il a fait le bon choix, qu'il construit une vie meilleure. Dans un pays aussi vaste que les États-Unis, ceux d'entre nous qui ont déménagé loin de leur maison pour poursuivre telle ou telle carrière doivent se raconter la même histoire. Il y a quelque chose de « non américain » à insister sur la laideur de pas mal de coins de notre pays. De l'affreuse industrialisation jusqu'aux villes inhabitables et aux étendues suburbaines qui défigurent les campagnes. Tandis que nos maisons sont dégradées, nous nous disons à nous-mêmes que, après tout, il n'y aurait pas de marché pour de telles choses si le peuple ne les aimait pas... Nous sommes libres de construire, mais dès que nous avons construit, nous sommes priés de ne pas nous plaindre. Plus généralement, dans la mesure où les Américains sont libres de participer au projet, la meilleure et la plus solide chose à faire est d'accepter la responsabilité de leur système politique sans récriminer. Sauf les intellectuels, les Américains accusent rarement le sort, comme Machiavel, ou les effets de l'histoire ou les circonstances tragiques — maintenant que notre maison a été bâtie sur la colline, nous ne récusons pas la responsabilité de l'avoir construite. Même nos citoyens opprimés tendent à ne plus être des victimes perpétuelles mais des patriotes.

Ce sens des responsabilités donne une impulsion à l'attitude défensive qui accompagne l'affirmation d'être le plus grand pays sur terre. Énormément de choses ont été faites en peu de siècles. L'Amérique a littéralement surpassé tout le monde dans beaucoup de domaines. On ne peut complètement passer sous silence les luttes que la construction de cette société a exigées. Ce ne fut pas une mince affaire que de construire l'Amérique. Le continent est vaste. Il y a eu beaucoup de guerres. Beaucoup de gens sont morts vilainement. L'histoire est horrible. C'est une chose terrible de s'en sentir responsables et les Américains ne peuvent refuser la responsabilité de leur système politique. Après tout, ceci est la nation construite sur « la réflexion et le choix » des Américains. Bien sûr que ceci est « *the greatest country on earth* ». Il vaut mieux qu'il le soit

En résumé, parce que nous concevons la politique au futur, comme une tâche à achever plutôt que comme un héritage à assumer, nous nous percevons comme libres. Parce que nous nous percevons comme libres, et percevons la société comme libre, constituée par l'agrégation de choix individuels, nous nous sentons responsables de notre histoire. Et parce que nous sommes responsables de notre histoire avec toutes ses horreurs, nous proclamons que l'Amérique est le plus grand pays sur terre ou, en termes plus modestes, que l'Amérique est exceptionnelle, qu'elle détermine elle-même

ses standards et qu'elle garde ses projets pour elle-même, indépendamment du jugement des autres. Car que pourraient dire les autres de l'Amérique? Celle-ci ne peut être comprise que dans les termes de son devenir historique, d'un devenir qui n'en finit pas et qui promet constamment quelque chose. Par conséquent, d'un devenir qui ne peut être correctement perçu que par ceux qui y sont impliqués, c'est-à-dire les Américains. C'est là notre « noble mensonge », le mythe autour duquel tourne notre compréhension de notre système politique.

IDENTITÉ CULTURELLE ET IDENTITÉ POLITIQUE

Il y a un troisième problème concernant notre conception de la politique : un certain vide. Un système politique inachevé est lourd de promesses et de potentialités mais aussi hanté par la possibilité que les promesses soient vides et les potentialités perpétuellement inachevées. Plus profondément, nous pouvons en venir à considérer la politique (nous l'avons fait) comme l'acte de promettre et, ce faisant, nous abandonnons la possibilité de satisfaction et de contentement. Bref, l'Amérique est un régime libéral en perpétuel devenir mais jusqu'ici incapable tout simplement d'être. « *The best is yet to come* », comme un slogan d'une récente campagne présidentielle le dit. À venir. Toujours. Aussi n'avons-nous pas trop à penser à ce que nous sommes maintenant. Nous sommes définis par notre liberté et notre capacité d'agir dans l'avenir mais nous n'atteignons jamais l'horizon qui définit notre identité politique.

Je crains que nous n'atteignons jamais notre identité *politique*. En fait, les États-Unis ne sont pas vides. La culture américaine est riche dans tous les sens du terme. Beaucoup de ce qui est américain est discernable et aussitôt reconnaissable comme tel : musique, films, culture du monde des affaires, vêtements, voitures, architecture... Il est des choses, y compris les exemples cités ci-dessus, que les autres nations semblent avoir créées maintenant qu'elles sont largement acceptées sur le marché mondial. Considérons à ce sujet les bars irlandais, les restaurants thaïs, les jeux britanniques, les voitures allemandes, les jeux vidéo japonais, choses qui, indépendamment de leur origine, font partie étrangement de l'expérience spécifiquement américaine. Il est difficile, et quelque peu politiquement incorrect, de définir ce que signifie « américain ». En pratique, nous avons très peu de difficulté à identifier un moment, une posture, une attitude comme « américains ». Les citoyens des autres pays croient pouvoir distinguer nettement une culture spécifiquement américaine. Actuellement, elle semble souvent oppressive. D'où des expressions comme « impérialisme culturel », ou « antiaméricanisme ».

En ce qui les concerne, les Américains ont une vraie difficulté à saisir ce que l'on entend par « impérialisme culturel ». En partie parce que les États-Unis ont flirté avec l'idée traditionnelle d'empire. Les Américains n'ont aucune envie de dominer les îles aux épices. Plus typique est la volonté d'abandonner des possessions stratégiques comme le canal de Panama ou la base de Subic Bay aux Philippines. Plus fondamentalement,

parce que les Américains comprennent la politique en termes de liberté et de futur, ils auront une réponse typique à l'accusation d'impérialisme culturel en insistant sur le choix. On peut choisir de ne pas aller au McDonald's ou de ne pas boire du Coca-Cola. Dans la perspective américaine, la question politique ne concerne pas l'environnement culturel qui peut ou non inclure un McDonald's. La question est celle de la possibilité du choix, de l'autonomie.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que le discours international sur la politique américaine soit si confus. Pour les Américains, la politique est par définition indéterminée, vague, procédurale par nature et donc fondamentalement vide. Lorsqu'ils parlent politique, les Américains parlent d'une structure idéale, une vision évoquée par l'expression « liberté organisée » ou « disponibilité du choix ». Vue du dehors des États-Unis, la politique américaine est perçue comme produisant et imposant une puissante panoplie de pratiques et de normes résolument étrangères. Lorsque des non-Américains parlent de la politique, américaine en particulier, ils parlent d'un ensemble d'expériences de ce qu'ils pensent être le fait de vivre en Amérique ou d'être Américain — une possibilité que nombre d'entre eux refusent d'entrevoir pour eux-mêmes. Bref, parce que le mot « politique » désigne des choses différentes aux États-Unis et ailleurs, le débat international sur la politique américaine tend à être incohérent.

DU PROJET AMÉRICAIN À L'EXPÉRIENCE AMÉRICAIN

Je ne crois pas que la tradition libérale soit facultative pour les Américains. Nous avons trop de citoyens, originaires de cultures trop différentes, avec des croyances divergentes sur des matières fondamentales, dispersés sur un trop grand espace.

Nous sommes engagés à faire en sorte que cette grande confusion fonctionne, un engagement que nous réalisons comme une version de « la cité sur la colline », ou de « j'ai un rêve » qui espère que nos idéaux politiques seront réalisés dans l'avenir, que nos efforts seront récompensés par une Amérique luttant pour naître. Le système politique libéral signifiera quelque chose lorsque l'expérience sera réussie, le projet terminé... et ce « noble mensonge » implique logiquement de faire sien par principe la liberté et même l'exception américaine.

Cela dit, il se peut que la franche horreur du 11 septembre conduise à une réflexion sur l'expérience concrète de vivre et de mourir aux États-Unis. Si je concède que nous devons vivre dans un système libéral, je pense que le libéralisme ne doit pas être l'horizon de notre pensée. Dans le cadre d'une Constitution libérale, nous devons penser au prix de nos vies, plutôt que d'être satisfaits de nouvelles articulations des libertés civiles ou de nos potentialités perpétuellement irréalisées. Nous devons donc considérer notre Amérique comme vécue *hic et nunc*, sans oublier ni nier que l'Amérique est un rêve, une vision.

Ce que je propose n'est pas entièrement nouveau. Nous avons des traditions qui articulent l'expérience américaine en opposition au projet américain. Pensons au blues et aux autres formes de musique traditionnelle qui s'efforcent d'exprimer la signification profonde de la vie ordinaire. Certaines traditions de l'expérience américaine sont à l'opposé de la politique dominante des États-Unis. Pensons à certains écrivains comme Thomas Jefferson, Mark Twain et Thomas Wolfe, qui ont perçu l'Amérique comme profondément hostile à leur expérience de la terre, de la patrie et de l'identité.

L'origine sudiste d'une part importante du cœur politique de l'expérience américaine, plutôt que l'aspiration américaine globale proprement dite, est un aspect de notre problème. Une des choses qui furent détruites par la Guerre civile fut que l'idée de patrie (*home*, cri de ralliement du Sud) était un concept politique. L'idée de *home*, un lieu, fut défaite par l'idée d'« union », un pacte. Dans ce processus, la politique du *home* se teinta de son association avec la domination brutale, avec l'esclavage, là où l'Union proclamait l'émancipation, de sorte qu'il devint difficile de parler de ce que le Sud pouvait bien signifier sans risquer une apologie du mal. Par conséquent, peut-être la politique américaine depuis la Guerre civile s'est-elle ainsi séparée progressivement de la culture. Inversement, nous avons construit la culture américaine par des institutions et des formes distinctes de celles que nous appelons de manière plus étroite « politiques ». Mais maintenant que Tom Wolfe écrit sur les étendues suburbaines d'Atlanta et que nous ne pouvons retourner à la maison, parce que le *home* n'existe plus, nous sommes finalement à même de déclarer la Guerre civile terminée et de nous demander, à nouveau, ce que nos vies politiques peuvent bien vouloir signifier². Le 11 septembre a fait que nous ne parlions pas seulement de nos libertés, comme d'habitude, mais également de la belle Amérique ainsi que de la sécurité dans son *home*.

Le 11 septembre doit nous inspirer une question : quel est donc ce mode de vie que nous défendons ? Qu'aimons-nous spécifiquement et concrètement ? La question traditionnelle des écoles de droit était de savoir ce qu'impliquait l'organisation d'un système de liberté. Au lieu de cela, notre question

² Cette phrase renvoie à une série d'allusions pour la compréhension desquelles un arrière-plan est utile. La recherche d'un *home*, et son impossibilité pour les Américains, nation « perdue », est un thème de Thomas Wolfe, écrivain américain, né en Caroline du Nord en 1900 et mort à Baltimore en 1938, dans le célèbre *Look Homeward Angel* (1929). Être sans foyer pour l'Amérique, spécialement dans le Sud, est lié à la guerre civile. Dans cette guerre, le général unioniste Sherman détruisit l'économie du Sud par sa « marche à la mer » et incendia Atlanta. L'incendie d'Atlanta — la mort de l'image que le Sud avait de lui-même avant la guerre — est un fait central dans le roman de Margaret Mitchell *Autant en emporte le vent* (1936) et le film du même nom (1939). La campagne de Sherman rappelle celle des Romains qui salèrent les champs de Carthage, les rendant stériles et empêchant toute résurrection de la ville. Atlanta toutefois renaquit de ses cendres (et la ville a pris le Phénix comme symbole), mais en renaissant a été transfigurée. Atlanta s'est reconstruite plusieurs fois, provoquant un processus de dislocation psychique, de sentiment d'être sans *home*. C'est, en partie, un thème de Tom Wolfe, écrivain et journaliste américain contemporain, originaire de Virginie, particulièrement dans *A Man in Full* (1998).

ÉTATS-UNIS

serait: qu'impliquent la culture américaine et donc les possibilités humaines offertes aux Américains? Peut-être, si les dernières générations avaient prêté attention à cette question, serions-nous maintenant, en tant que peuple, capables de faire notre deuil et même de combattre, mais avec plus de grâce.

David A. Westbrook

David A. Westbrook est professeur associé à la faculté de droit à l'Université de Buffalo. Ce texte est celui d'une conférence prononcée devant la Société des constitutionnalistes américains en septembre 2002. Il est notamment l'auteur de *City of Gold: an Apology for Global Capitalism in a Time of Discontent*, Routledge, 2003.